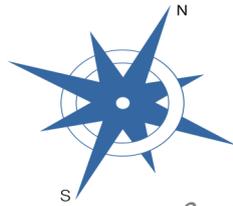


LE FIL CONTINU



ADEC-NS

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud

Organisme disposant du Statut consultatif spécial au Conseil Economique et Social de l'ONU

Newsletter N°17

1er Octobre 2013

- La Stratégie Européenne pour la région du Danube.....2
- Actualités Internationales.....3
 - L'Arménie à l'heure du choix
 - Bientôt des robots pour remplacer les militaires ?
- L'ADEC et l'ONU.....4
 - Le rapport 2013 du groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des OMD
- Les actualités de l'association.....4

Edito



Si l'expression « économie polonaise » ne vous suggère que l'image du « plombier polonais », je vous prie de ne pas vous y arrêter. La Pologne est ces dernières années le champion européen de la croissance. Et elle partage son succès.

Nous sommes le premier partenaire commercial de la France en Europe centrale. La valeur de nos échanges bilatéraux a plus que décuplé, passant de 1,3 milliard d'euros en 1993 à plus de 14 milliards en 2011.

Plus de 1200 sociétés françaises sont déjà implantées sur le marché polonais, qui compte presque 40 millions de consommateurs, dans le domaine des télécommunications, de l'industrie manufacturière, de l'énergie, de la distribution, du bâtiment, de l'immobilier et des médias. La plupart des Polonais font leurs courses chez Carrefour, Auchan ou Leclerc. En 2011, trois marques automobiles françaises figuraient parmi les dix meilleures ventes de voitures en Pologne.

Au cours des deux dernières décennies, nous avons attiré 110 milliards d'euros d'investissements étrangers, dont 17 milliards provenant de la France. Les chefs d'entreprises français constatent que nouer des relations avec des petites et moyennes entreprises polonaises améliore la compétitivité de leurs exportations vers les marchés tiers. Or, cela va également dans l'autre sens : en 2012 une entreprise polonaise Mopol, le numéro un européen des produits salmonidés, a monté une usine de transformation à Cuisery (Saône-et-Loire), créatrice à terme de 350 emplois.

Loin d'obérer la prospérité française, l'adhésion de la Pologne dans l'Union européenne a réussi à l'augmenter. Ces occasions vont se multiplier dans la mesure où la Pologne continuera à investir massivement dans les infrastructures et poursuivra les grands projets de diversification de ses ressources énergétiques et de modernisation de ses forces armées. Ma visite à Toulouse la semaine dernière a permis de mettre en exergue le rôle que la coopération interrégionale peut y jouer. Elle n'est pas négligeable !

SE Monsieur Tomasz Orłowski
Ambassadeur de Pologne en France

La pensée du jour :

« Pour croire avec certitude, il faut commencer par douter »

Stanislas LESZCZYNSKI

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4
Téléphone : 05 67 16 15 16
Télécopie : 05 61 39 89 34
Site Internet : www.adecons.fr

La stratégie européenne pour le développement du Danube

En place depuis 2011, les premières réalisations de la Stratégie Européenne pour le Danube commencent à émerger. Les 28 et 29 Octobre 2013 se tiendra à Bucarest le 2ème forum annuel de la SDR, l'occasion de faire un bilan. Retour sur une initiative dont l'Union Européenne attend beaucoup.

L'Europe est un vaste territoire, trop vaste pour certains. Un espace commun à partager où les contextes particuliers de chaque pays sont autant d'entraves au développement homogène du continent. Des différences inconciliables qui font la faiblesse de l'Europe ? Non, répondent les pays membres ! Ils dépassent aujourd'hui les problématiques frontalières, et s'associent au sein d'initiatives sans précédent dans l'espace européen: les politiques régionales stratégiques.

La première d'entre elles fut la Stratégie Européenne pour la mer Baltique, initiée par la Suède en 2009, alors que le pays était à la tête de la présidence tournante de l'UE.

La stratégie régionale du Danube (SRD) fut la suivante, officialisée en 2011 durant la présidence hongroise de l'Union. SE M. l'Ambassadeur de Hongrie, invité par l'ADEC-NS, était à cette occasion venu à Toulouse pour aborder ces questions.

Elle a pour objectif de développer la croissance de la macro région danubienne, tout en assurant la protection de ses territoires et ressources. S'étendant de l'Allemagne à l'Ouest, à l'Ukraine à l'Est, le projet concerne huit Etats membres de l'UE et six Etats extérieurs à l'Union. Cette coopération voit pour la première fois s'associer des pays membres de Schengen et non Schengen, des pays candidats à l'adhésion et des pays tiers. Ce cadre institutionnel nouveau qui permet la concertation de ces pays qui partagent les mêmes côtes et territoires mais pas les mêmes traités.

La SDR vient appuyer leurs échanges, en mettant en place un plan d'action détaillé, articulé autour des thèmes suivants : le développement durable des transports et des réseaux énergétiques, la protection de l'environnement et de l'eau, le développement social et économique et le développement du système de gestion.

La stratégie ne bénéficie d'aucun financement supplémentaire de l'UE. Son but est de mieux mettre à profit les sommes disponibles, et d'appuyer la coopération entre pays pour la réalisation de grands projets. Chaque domaine prioritaire est coordonné par des pays de la région. Ces coordonnateurs de domaines prioritaires veillent à la mise en œuvre du plan d'action en s'accordant sur sa planification – objectifs, indicateurs et délais à l'appui - et en s'assurant de la réelle coopération entre les promoteurs du projet, les programmes et les sources de financement. Ils fournissent également une assistance technique et des conseils. Les coordinateurs travaillent en concertation avec la Commission européenne ainsi qu'avec les agences de l'UE et les organes régionaux concernés.

Ce sont ainsi, par exemple, la Hongrie et la Slovaquie qui sont chargées du rétablissement et de la préservation de la qualité des eaux, quand l'Allemagne et la Croatie travaillent à soutenir la compétitivité des entreprises.

Déjà, les premiers projets d'envergure sortent de terre, comme la construction de nouveaux ponts (Orihovo-Beketg et Silistra-Kalarash) ou la modernisation et le développement des infrastructures portuaires en Bulgarie et en Roumanie.



Le développement de la région offre aux pays européens l'opportunité de s'ouvrir aux voisins orientaux de l'UE. Des nouvelles perspectives qui s'accroissent, notamment sous l'impulsion de la Pologne, voisine de la macro région danubienne et membre de la Stratégie Européenne pour la Baltique, qui entretient déjà des relations privilégiées avec l'Est de l'Europe.

Déjà d'autres projets apparaissent en Europe, avec en tête, celui d'une stratégie régionale pour les pays de la mer Adriatico-ionienne. La consultation est en cours, et si le dossier est jugé intéressant, la coopération pourrait être officialisée en 2014.



Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4
Téléphone : 05 67 16 15 16
Télécopie : 05 61 39 89 34
Site Internet : www.adecons.fr

Actualités internationales

L'Arménie à l'heure du choix

Le président Arménien Serge Sargsian a récemment exprimé sa volonté de voir son pays rejoindre l'Union Douanière Russie - Biélorussie - Kazakhstan (UD).

Une orientation qui remporte l'adhésion des Arméniens, mais qui surprend beaucoup l'Union Européenne. En effet, l'Arménie est en négociation depuis plusieurs années pour devenir membre de l'UE.

Luc Devigne, chef du département Europe et Asie à la direction du commerce de la Commission européenne a précisé qu'il « est impossible, y compris juridiquement, d'être un membre associé de l'UE et d'adhérer à l'UD », avant d'ajouter qu'intégrer au marché commun européen un membre de l'UD Russe ne ferait que renforcer Moscou sur le plan économique, sans contrepartie aucune pour l'UE.

Pour bien comprendre la situation, il est indispensable de rappeler les enjeux stratégiques régionaux qui poussent aujourd'hui l'Arménie à se tourner vers la Russie. Le conflit qui l'oppose à son voisin l'Azerbaïdjan concernant le Haut Karabakh, région frontalière que se disputent les deux pays, reste une préoccupation majeure.



Intégrer l'UD serait pour l'Arménie un moyen d'affirmer son partenariat avec la Russie, qui pourrait jouer les arbitres dans la région au cas où la situation s'envenimerait à nouveau entre les deux pays.

L'opposition au gouvernement Arménien estime toutefois que les garanties apportées par les Russes restent trop floues, et qu'elle ne soutiendra l'intégration à l'UD que lorsque les termes du partenariat avec ces derniers seront explicitement établis.

L'Arménie reste, malgré cette décision, encline à poursuivre le rapprochement avec l'UE. Edmon Maroukian, membre de la commission parlementaire pour les relations extérieures de l'Arménie, a ainsi affirmé que son pays « voudrait préserver le niveau actuel de coopération avec l'Europe ». Selon lui, l'intégration européenne est plus profitable à l'Arménie sur le plan stratégique tandis que la coopération avec la Russie est indispensable pour réaliser les plans à court terme de la république.

Rien n'ayant été signé pour l'instant, cette affaire reste à suivre de près.

Source : RIA Novosti

Bientôt des robots pour remplacer les militaires ?

Le ministère de la défense souhaite faire appel à la technologie de pointe pour préserver la vie des combattants engagés dans des milieux très hostiles. La DGA a récemment annoncé qu'elle explorait la piste de développer des robots capables de se substituer aux militaires pour les missions les plus dangereuses.



Le robot terrestre polyvalent (RTP) doit avoir deux utilités. Il doit d'une part se substituer au soldat, en le remplaçant sur le champ de bataille pour des missions de surveillance, de reconnaissance ou d'infiltration, et d'autre part, augmenter les capacités du soldat, en prenant par exemple la forme de robot porteur de lourdes charges.

La détection et la destruction d'explosifs pourraient également faire partie des tâches de prédilection des robots.

Le cahier des charges du RTP est exigeant, il devra posséder des capacités de mobilité et d'endurance adaptées à tous les environnements, y compris des terrains destructurés. Il devra peser entre 500Kg et deux tonnes et avoir une portée de liaison avoisinant les 3000 mètres en milieu ouvert et les 1000 mètres en milieu urbain.

Les avancées technologiques récentes permettront sans doute bientôt aux armées de s'équiper de tels robots, mais la question de leur armement reste cependant en suspens. Certains experts pointent déjà du doigt le problème éthique que pose le RTP en ce qui concerne l'usage d'armes létales par des systèmes autonomes équipés pour tuer.

Source : La Tribune

L'ADEC et l'ONU

Le rapport 2013 du groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des OMD (Objectifs Millénaires de Développement).

Le rapport intitulé « Le partenariat mondial pour le développement : notre défi » suit le respect des engagements énumérés dans le OMD 8 – le partenariat mondial pour le développement comprenant l'aide, le commerce, l'allègement de la dette, l'accès aux médicaments essentiels et l'accès aux nouvelles technologies.

«Le bilan est mitigé», a déclaré M. Ban Ki Moon, Secrétaire général des Nations Unies, «*Nous pouvons faire mieux. La meilleure façon de se préparer à l'ère post-2015 est de démontrer que lorsque la communauté internationale s'engage à un partenariat mondial pour le développement, elle le veut vraiment et elle dirige ses ressources là où il y en a le plus besoin.* »

Pour approfondir le partenariat global des Etats en membres de l'ONU, organisations internationales, sociétés civiles, secteur privé et autres, le rapport formule plusieurs recommandations. Il s'agit notamment de stopper l'évasion fiscale, de renforcer les normes de sécurité de fabrication, de contenir l'endettement au lieu de traiter la dette insoutenable et d'améliorer la réglementation financière et les règles du commerce mondial, tout en demandant aux partenaires d'être à la hauteur de leurs engagements vis-à-vis de la réalisation des OMD.

Source : l'ONU

Actualités de l'ADEC-NS

Actualités de nos partenaires

Actualités

25 et 26 novembre
Mission Multisectorielle en Andorre

28 novembre
Dîner-débat Global Compact

Le Club GALAXIE organise
une soirée Dîner-Débat

« Le Programme Ambition 2020 du CNES »

Lundi 21 octobre 2013 à 19H30
Cité de l'Espace à l'Australia

Invité d'honneur
Monsieur Jean-Yves LE GALL
Président du Centre National d'Etudes Spatiales

GALAXIE
Club

Pour tout renseignement veuillez contacter Claude FORGUES
Forgues.claude@wanadoo.fr

Agence pour le Développement Economique et Culturel Nord-Sud
Statut Consultatif auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC) de l'ONU

ADEC-NS - BP 24219 – 31432 TOULOUSE CEDEX 4
Téléphone : 05 67 16 15 16
Télécopie : 05 61 39 89 34
Site Internet : www.adecons.fr